



## METRO INC. A AUGMENTÉ SON BÉNÉFICE NET AU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2008 ET LANCE LA BANNIÈRE METRO EN ONTARIO

---

### FAITS SAILLANTS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2008

- Chiffre d'affaires de 3 370,0 millions \$, en hausse de 0,9 %
  - Bénéfice net de 92,6 millions \$, en hausse de 3,7 %
  - Bénéfice net dilué par action de 0,82 \$, en hausse de 6,5 %
  - Dividende par action déclaré de 0,125 \$, en hausse de 8,7 %
  - Investissement de 200 millions \$ pour lancer la bannière Metro en Ontario
- 

**(Montréal, le 7 août 2008)** – METRO INC. a réalisé, au troisième trimestre de 2008, un bénéfice net de 92,6 millions \$, comparativement à 89,3 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une augmentation de 3,7 %. Notre bénéfice net dilué par action a été de 0,82 \$ par action comparativement à 0,77 \$ l'an dernier, soit une augmentation de 6,5 %.

Le chiffre d'affaires de la Société a été de 3 370,0 millions \$ au troisième trimestre de 2008, comparativement à 3 341,0 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en hausse de 0,9 %. En excluant la baisse des ventes de tabac, le chiffre d'affaires a été en hausse de 1,5 % par rapport à l'an dernier.

*« Nous sommes heureux d'avoir repris notre croissance du bénéfice net au troisième trimestre avec la fin de la période de rodage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et la bonne performance de nos opérations au Québec. Nous sommes fiers d'annoncer le lancement de la bannière Metro en Ontario dès septembre prochain afin de regrouper nos cinq bannières actuelles de supermarchés et ainsi créer la plus importante bannière de la province. Nous investirons 200 millions \$ au cours des 15 prochains mois pour effectuer cette conversion de sorte que la bannière Metro deviendra une chaîne nationale forte de ses 376 supermarchés, et contribuera à la croissance future de la Société. Nous dévoilons aussi la nouvelle signature de METRO INC. qui s'harmonise avec le nouveau logo de la bannière Metro, »* a souligné Eric R. La Flèche, président et chef de la direction.

## **CHIFFRE D'AFFAIRES**

Le chiffre d'affaires a augmenté de 0,9 % au troisième trimestre de 2008 pour atteindre 3 370,0 millions \$ comparativement à 3 341,0 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, le chiffre d'affaires du troisième trimestre de 2008 a augmenté de 1,5 %. Le chiffre d'affaires de nos magasins comparables a augmenté de 0,5 % au troisième trimestre.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 0,5 % au cours des 40 semaines de 2008 pour atteindre 8 249,2 millions \$, comparativement à 8 212,2 millions \$ pour la période correspondante de 2007. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, l'augmentation du chiffre d'affaires a été de 1,0 %.

## **BÉNÉFICE AVANT INTÉRÊTS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)<sup>(1)</sup>**

Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement<sup>(1)</sup> pour le troisième trimestre de 2008 a été de 207,0 millions \$, comparativement à 195,9 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 5,7 %. Le BAIIA<sup>(1)</sup> du troisième trimestre représente un taux de 6,1 % du chiffre d'affaires, comparativement à 5,9 % l'an dernier. En excluant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 5,4 millions \$ enregistrées en 2007, le pourcentage du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> sur le chiffre d'affaires du troisième trimestre de 2007 a été de 6,0 %.

Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 1,7 million \$ au troisième trimestre de 2008 comparativement à 3,9 millions \$ au troisième trimestre de 2007. Les résultats de Alimentation Couche-Tard Inc. à son quatrième trimestre de 2008, ont été affectés par une diminution des marges brutes sur le carburant aux États-Unis, une augmentation des frais liés aux modes de paiement électronique et un ralentissement économique dans le sud des États-Unis.

En excluant les éléments non récurrents ainsi que notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, notre BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> du troisième trimestre de 2008 a été de 205,3 millions \$ ou 6,1 % du chiffre d'affaires comparativement à 197,4 millions \$ ou 5,9 % du chiffre d'affaires pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Au cours du troisième trimestre de 2008, nous avons complété la période de rodage de nos systèmes informatiques en Ontario, et poursuivi notre bonne performance de nos opérations au Québec nous permettant ainsi de renouer avec la croissance de notre BAIIA<sup>(1)</sup>.

Pour la période de 40 semaines de 2008, le BAIIA<sup>(1)</sup> a été de 479,3 millions \$, soit 5,8 % du chiffre d'affaires, comparativement à 490,6 millions \$ pour la période correspondante de l'an passé ou 6,0 % du chiffre d'affaires.

En excluant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 16,4 millions \$ enregistrées au cours de la période de 40 semaines de 2007, le pourcentage du BAIIA ajusté<sup>(1)</sup> sur le chiffre d'affaires a été de 6,2 %.

Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 12,6 millions \$ au cours de la période de 40 semaines en 2008, comparativement à 17,7 millions \$ en 2007. En excluant les éléments non récurrents ainsi que notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, notre BAIIA<sup>(1)</sup> de la période de 40 semaines de 2008 a été de 466,7 millions \$ ou 5,7 % du chiffre d'affaires, comparativement à 489,3 millions \$ ou 6,0 % du chiffre d'affaires pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La diminution du BAIIA<sup>(1)</sup> excluant la quote-part dans Alimentation Couche-Tard pour la période de 40 semaines s'explique par les résultats des deux premiers trimestres. En effet, au cours des deux premiers trimestres de 2008, nous avons eu des BAIIA<sup>(1)</sup>, excluant la quote-part dans Alimentation Couche-Tard en pourcentage du chiffre d'affaires, inférieurs à ceux des trimestres correspondants de 2007. Un environnement concurrentiel plus intense en Ontario ainsi qu'une période de rodage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et de notre nouvel entrepôt des Services alimentaires au Québec, avaient affecté nos marges brutes et nos dépenses.

## Ajustements au BAIIA<sup>(1)</sup>

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	16 semaines Exercices financiers					
	2008			2007		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	207,0	3 370,0	6,1	195,9	3 341,0	5,9
Charges d'intégration et de rationalisation	—	—	—	5,4	—	—
BAIIA ajusté	207,0	3 370,0	6,1	201,3	3 341,0	6,0
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(1,7)	—	—	(3,9)	—	—
BAIIA ajusté excluant la quote-part	205,3	3 370,0	6,1	197,4	3 341,0	5,9

	40 semaines Exercices financiers					
	2008			2007		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	479,3	8 249,2	5,8	490,6	8 212,2	6,0
Charges d'intégration et de rationalisation	—	—	—	16,4	—	—
BAIIA ajusté	479,3	8 249,2	5,8	507,0	8 212,2	6,2
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(12,6)	—	—	(17,7)	—	—
BAIIA ajusté excluant la quote-part	466,7	8 249,2	5,7	489,3	8 212,2	6,0

### AMORTISSEMENT ET INTÉRÊTS

Les dépenses d'amortissement pour le troisième trimestre et les 40 semaines de 2008 ont été respectivement de 55,2 millions \$ et de 134,9 millions \$, comparativement à 51,1 millions \$ et 126,0 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'an passé. Les intérêts ont été de 17,5 millions \$ au troisième trimestre de 2008 et de 19,2 millions \$ au trimestre correspondant de l'an passé. Pour les 40 semaines, les intérêts ont été de 46,0 millions \$, comparativement à 47,6 millions \$ pour la période correspondante de l'an passé. Le taux de financement moyen a été de 5,3 % pour la période de 40 semaines de 2008, comparativement à 5,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

### IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les charges d'impôts ont été de 41,7 millions \$ au troisième trimestre de 2008 et de 79,9 millions \$ pour les 40 semaines de 2008 avec des taux d'imposition respectifs de 31,0 % et 26,8 %. Pour le troisième trimestre de 2007 et les 40 semaines de 2007, les charges d'impôts ont été respectivement de 39,2 millions \$ et de 99,1 millions \$ avec des taux d'imposition de 31,2 % et 31,3 % respectivement. Au cours du premier trimestre de 2008, une diminution de charge d'impôts de 11,4 millions \$ avait été enregistrée, suite à des étapes complétées par le gouvernement du Canada dans son processus d'approbation de son énoncé économique pour réduire le taux général d'imposition futur pour les sociétés.

Au cours du troisième trimestre de 2007, le gouvernement du Canada a complété des étapes de son processus d'approbation de son budget qui prévoyait, entre autres, une réduction du taux d'imposition pour les grandes sociétés de 0,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Cette baisse du taux fédéral a entraîné une baisse de nos passifs d'impôts futurs de 1,8 million \$, ainsi qu'une diminution de notre charge d'impôts du troisième trimestre de 2007 du même montant. En excluant les diminutions de charges d'impôts de 2008 et 2007 les taux effectifs ont été de 30,6 % pour les 40 semaines de 2008, de 32,7 % pour le troisième trimestre de 2007 et de 31,9 % pour les 40 semaines de 2007.

## BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net pour le troisième trimestre de 2008 a été de 92,6 millions \$, comparativement à 89,3 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé, soit une augmentation de 3,7 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,82 \$ par rapport à 0,77 \$ l'an passé, en hausse de 6,5 %. Au troisième trimestre de 2007, nous avons eu des charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 5,4 millions \$ avant impôts, ainsi qu'une diminution des impôts de 1,8 million \$. En excluant ces éléments non récurrents, le bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup> pour le troisième trimestre de 2007 a été de 91,1 millions \$ et le bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup> de 0,78 \$. Le bénéfice net du troisième trimestre de 2008 a augmenté de 1,6 % par rapport au bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup> du troisième trimestre de 2007, et le bénéfice net dilué par action a augmenté de 5,1 % par rapport au bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup> du troisième trimestre de 2007.

Le bénéfice net pour les 40 semaines de 2008 a été de 220,4 millions \$, comparativement à 219,0 millions \$ l'an passé, soit une augmentation de 0,6 %. En excluant la réduction de la charge d'impôts de 11,4 millions \$ en 2008, les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 16,4 millions \$ et la réduction de la charge d'impôts de 1,8 million \$ pour 2007, le bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup> pour les 40 semaines de 2008 a été de 209,0 millions \$, et de 228,2 millions \$ pour la période correspondante de 2007, soit une baisse de 8,4 %. Le bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup> a été de 1,84 \$, comparativement à 1,96 \$ l'an passé, soit une baisse de 6,1 %.

## Ajustements au bénéfice net

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	16 semaines					
	Exercices financiers					
	2008		2007		Variation	
	Bénéfice net	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net (%)	BPA dilué (%)
Bénéfice net	92,6	0,82	89,3	0,77	3,7	6,5
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	3,6	0,03		
Diminution de la charge d'impôts	—	—	(1,8)	(0,02)		
Bénéfice net ajusté <sup>(1)</sup>	92,6	0,82	91,1	0,78	1,6	5,1

	40 semaines					
	Exercices financiers					
	2008		2007		Variation	
	Bénéfice net	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net (%)	BPA dilué (%)
Bénéfice net	220,4	1,94	219,0	1,88	0,6	3,2
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	11,0	0,10		
Diminution de la charge d'impôts	(11,4)	(0,10)	(1,8)	(0,02)		
Bénéfice net ajusté <sup>(1)</sup>	209,0	1,84	228,2	1,96	(8,4)	(6,1)

## Résumé des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2008 (52 semaines)	2007 (52 semaines)	2006 (53 semaines)	Variation (%)
<b>Chiffre d'affaires</b>				
3 <sup>e</sup> trim.	3 370,0	3 341,0	–	0,9
2 <sup>e</sup> trim.	2 372,4	2 356,2	–	0,7
1 <sup>er</sup> trim.	2 506,8	2 515,0	–	(0,3)
4 <sup>e</sup> trim.	–	2 432,4	2 673,5	(9,0)
<b>Bénéfice net</b>				
3 <sup>e</sup> trim.	92,6	89,3	–	3,7
2 <sup>e</sup> trim.	58,1	61,8	–	(6,0)
1 <sup>er</sup> trim.	69,7	67,9	–	2,7
4 <sup>e</sup> trim.	–	57,6	78,9	(27,0)
<b>Bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup></b>				
3 <sup>e</sup> trim.	92,6	91,1	–	1,6
2 <sup>e</sup> trim.	58,1	65,5	–	(11,3)
1 <sup>er</sup> trim.	58,3	71,6	–	(18,6)
4 <sup>e</sup> trim.	–	66,8	71,0	(5,9)
<b>Bénéfice net dilué par action</b> (en dollars)				
3 <sup>e</sup> trim.	0,82	0,77	–	6,5
2 <sup>e</sup> trim.	0,51	0,53	–	(3,8)
1 <sup>er</sup> trim.	0,61	0,58	–	5,2
4 <sup>e</sup> trim.	–	0,49	0,68	(27,9)
<b>Bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup></b> (en dollars)				
3 <sup>e</sup> trim.	0,82	0,78	–	5,1
2 <sup>e</sup> trim.	0,51	0,56	–	(8,9)
1 <sup>er</sup> trim.	0,51	0,62	–	(17,7)
4 <sup>e</sup> trim.	–	0,57	0,61	(6,6)

Les chiffres d'affaires des trois premiers trimestres de 2008 par rapport à ceux de 2007 ont été affectés par une compétition soutenue en Ontario. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, les chiffres d'affaires des trois premiers trimestres de 2008 ont augmenté de 0,3 % au premier trimestre, de 1,2 % au deuxième et de 1,5 % au troisième.

Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre de 2007 par rapport au trimestre correspondant de 2006 a été affecté par la baisse des ventes de produits de tabac, la perte de ventes liée à la disposition au quatrième trimestre de 2006 d'une participation dans un grossiste en alimentation et par l'effet de la 53<sup>e</sup> semaine en 2006. En excluant ces éléments, le chiffre d'affaires du quatrième trimestre de 2007 a augmenté de 0,7 % par rapport à celui de 2006.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du premier trimestre de 2008 par rapport à ceux de 2007 ont été en hausse de 2,7 % et de 5,2 % respectivement. En excluant la diminution de charge d'impôts de 11,4 millions \$ en 2008 et les charges d'intégration et de rationalisation avant impôts de 5,6 millions \$ en 2007 liées à l'acquisition de A&P Canada, le bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup> et le bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup> de 2008 ont diminué de 18,6 % et de 17,7 % respectivement.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du deuxième trimestre de 2008 ont été en baisse de 6,0 % et de 3,8 % respectivement par rapport à ceux de 2007. En excluant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 5,4 millions \$ avant impôts enregistrées au deuxième trimestre de 2007, le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du deuxième trimestre de 2008 ont été en baisse de 11,3 % et de 8,9 % respectivement par rapport au bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup> et au bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup> du deuxième trimestre de 2007.

Les baisses de rentabilité des deux premiers trimestres de 2008 par rapport aux trimestres correspondants de 2007 proviennent d'un environnement concurrentiel plus intense en Ontario ainsi que de la période de rodage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et de notre nouvel entrepôt des Services alimentaires au Québec.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du troisième trimestre de 2008 ont été en hausse de 3,7 % et de 6,5 % par rapport à ceux de 2007. En excluant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 5,4 millions \$ avant impôts ainsi que la réduction de la charge d'impôts de 1,8 million \$ suite à l'annonce d'une baisse future du taux d'impôt fédéral enregistrées au troisième trimestre de 2007, le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du troisième trimestre de 2008 ont été en hausse de 1,6 % et de 5,1 % par rapport au bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup> et au bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup> du troisième trimestre de 2007. La fin de la période de rodage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et la bonne performance de nos opérations au Québec ont contribué à la croissance de nos bénéfices.

Les bénéfices nets et les bénéfices nets dilués par action du quatrième trimestre de 2007 et de 2006 ont été affectés, entre autres, par les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada, un gain sur disposition de placement et des variations de charges d'impôts liées à des annonces des gouvernements de fluctuations des taux d'impôts des grandes corporations.

En excluant ces éléments non récurrents ainsi que l'apport de la 53<sup>e</sup> semaine de 2006, le bénéfice net ajusté<sup>(1)</sup> et le bénéfice net dilué par action ajusté<sup>(1)</sup> du quatrième trimestre de 2007 sont à la hausse par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent de 3,4 % et de 3,6 % respectivement.

	2008			2007			2006	
<i>(en millions de dollars)</i>	T1	T2	T3	T1	T2	T3	T4	T4
Bénéfice net	69,7	58,1	92,6	67,9	61,8	89,3	57,6	78,9
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	—	3,7	3,7	3,6	9,2	2,1
Gain sur disposition de placement net d'impôts	—	—	—	—	—	—	—	(8,6)
Diminution de la charge d'impôts	(11,4)	—	—	—	—	(1,8)	—	(1,4)
Bénéfice net ajusté <sup>(1)</sup>	58,3	58,1	92,6	71,6	65,5	91,1	66,8	71,0
53 <sup>e</sup> semaine	—	—	—	—	—	—	—	(6,4)
Bénéfice net ajusté <sup>(1)</sup> excluant la 53 <sup>e</sup> semaine	58,3	58,1	92,6	71,6	65,5	91,1	66,8	64,6

	2008			2007			2006	
<i>(en dollars et par action)</i>	T1	T2	T3	T1	T2	T3	T4	T4
Bénéfice net dilué	0,61	0,51	0,82	0,58	0,53	0,77	0,49	0,68
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	—	0,04	0,03	0,03	0,08	0,02
Gain sur disposition de placement net d'impôts	—	—	—	—	—	—	—	(0,07)
Diminution de la charge d'impôts	(0,10)	—	—	—	—	(0,02)	—	(0,02)
Bénéfice net dilué ajusté <sup>(1)</sup>	0,51	0,51	0,82	0,62	0,56	0,78	0,57	0,61
53 <sup>e</sup> semaine	—	—	—	—	—	—	—	(0,06)
Bénéfice net dilué ajusté <sup>(1)</sup> excluant la 53 <sup>e</sup> semaine	0,51	0,51	0,82	0,62	0,56	0,78	0,57	0,55

## Situation de trésorerie

### ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les activités d'exploitation ont généré des fonds de 134,4 millions \$ au troisième trimestre de 2008 et de 264,7 millions \$ pour les 40 semaines de 2008, comparativement à 152,5 millions \$ au trimestre correspondant de 2007 et à 318,5 millions \$ pour la période de 40 semaines de 2007. La diminution des flux générés au troisième trimestre de 2008 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2007 s'explique principalement par la variation nette des éléments hors caisse. La diminution des flux monétaires générés au cours de la période de 40 semaines de 2008 par rapport à ceux de la période de 40 semaines de 2007 s'explique principalement par une variation des impôts futurs et par une variation nette des éléments hors caisse.

### ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 39,6 millions \$ au troisième trimestre de 2008 et de 115,9 millions \$ pour les 40 semaines de 2008, comparativement à 67,3 millions \$ au troisième trimestre de 2007 et à 188,3 millions \$ pour les 40 semaines de 2007. Ces diminutions d'utilisation de fonds proviennent principalement d'acquisitions d'immobilisations corporelles moins importantes.

Nous avons investi avec les détaillants 164,8 millions \$ au cours des 40 semaines de 2008, pour une augmentation de 292 000 pieds carrés ou 1,6 % de notre réseau de détail et pour une augmentation nette de 163 000 pieds carrés ou 0,9 % de notre réseau de détail. Nous avons procédé à l'ouverture de 7 nouveaux magasins ainsi qu'à des agrandissements et des rénovations majeures dans 20 magasins.

### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont nécessité des fonds de 35,9 millions \$ au troisième trimestre de 2008 et de 124,6 millions \$ pour les 40 semaines de 2008, comparativement à une utilisation de fonds de 20,1 millions \$ pour le troisième trimestre de 2007 et de 48,9 millions \$ pour les 40 semaines de 2007. Les augmentations de fonds utilisés pour les activités de financement entre les périodes de 2008 et celles de 2007 s'expliquent principalement par des rachats d'actions subalternes catégorie A de 29,0 millions \$ au troisième trimestre de 2008 et de 80,3 millions \$ au cours de la période de 40 semaines de 2008 contre 0,5 million \$ pour le troisième trimestre et de 0,5 million \$ pour la période de 40 semaines de 2007.

## Situation financière

Notre situation financière à la fin du troisième trimestre de 2008 était très saine. Nous avons une marge de crédit autorisée non utilisée de 400,0 millions \$ et notre pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (dette à long terme/capital total) était de 33,8 %.

Nos principales dettes à long terme au troisième trimestre se présentaient ainsi :

	Taux d'intérêt	Solde (en millions \$)	Échéance
Facilité de crédit A	Taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires	394,5	15 août 2012
Billets à moyen terme Série A	Taux fixe à 4,98 %	200,0	15 octobre 2015
Billets à moyen terme Série B	Taux fixe à 5,97 %	400,0	15 octobre 2035

Nous avons également à la fin du trimestre des contrats d'échange de taux d'intérêt sur un montant nominal total de 150,0 millions \$ de la facilité de crédit A. Ces contrats permettent l'échange des paiements d'intérêts variables par des paiements d'intérêts fixes selon les conditions suivantes :

Taux fixe	Montant nominal (en millions \$)	Échéance
3,9480 %	50,0	23 novembre 2008
3,9820 %	50,0	16 décembre 2009
4,0425 %	50,0	16 décembre 2010

Ainsi, en considérant les contrats d'échange, nous avons à la fin du trimestre l'équivalent de 750,0 millions \$ de dettes à long terme à taux fixes variant de 4,3980 % à 5,97 % et 244,5 millions \$ à taux variables fluctuant selon les variations des taux des acceptations bancaires.

## RATIOS FINANCIERS

	Au 5 juillet 2008	Au 29 septembre 2007
<b>Structure financière</b>		
Dette à long terme (en millions \$)	1 038,3	1 038,9
Avoir des actionnaires (en millions \$)	2 034,4	1 932,3
Dette à long terme/capital total (%)	33,8	35,0
	<b>Exercice 2008 (40 semaines)</b>	<b>Exercice 2007 (40 semaines)</b>
<b>Résultats</b>		
BAIIA <sup>(1)</sup> /Intérêts (fois)	10,4	10,3

**CAPITAL-ACTIONS, OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS ET UNITÉS D' ACTIONS AU RENDEMENT**

	Au 5 juillet 2008	Au 29 septembre 2007
Nombre d'actions subalternes catégorie A en circulation <i>(en milliers)</i>	110 876	113 683
Nombre d'actions catégorie B en circulation <i>(en milliers)</i>	750	804
Options d'achat d'actions :		
Nombre en circulation <i>(en milliers)</i>	3 787	3 738
Prix d'exercice	15,50 \$ à 39,17 \$	11,80 \$ à 39,17 \$
Prix d'exercice moyen pondéré	23,19 \$	22,40 \$
Nombre d'unités d'actions au rendement :		
Nombre en circulation <i>(en milliers)</i>	210	124
Échéance moyenne pondérée	20 mois	22 mois

**PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS**

La Société a décidé de renouveler son programme de rachat d'actions afin de se doter d'une option supplémentaire pour utiliser les liquidités excédentaires. Ainsi, on pourra décider, dans le meilleur intérêt des actionnaires, de rembourser la dette ou de racheter des actions de la Société. Sous réserve de l'approbation réglementaire, le conseil d'administration a autorisé la Société à acheter, dans le cours normal de ses activités entre le 5 septembre 2008 et le 4 septembre 2009, jusqu'à concurrence de 6 000 000 de ses actions subalternes catégorie A représentant approximativement 5,4 % de ses actions émises et en circulation, le 6 août 2008 à la fermeture de la Bourse de Toronto. Les achats s'effectueront au prix du marché par l'entremise de cette bourse et conformément à ses règles et politiques. Les actions subalternes catégorie A ainsi achetées seront annulées. Relativement à son programme de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités présentement en cours et qui couvre la période du 5 septembre 2007 au 30 juillet 2008, la Société a racheté 4 000 000 de ses actions subalternes catégorie A à un prix moyen de 26,55 \$ pour une considération totale de 106,2 millions \$, dont 1 500 000 actions achetées de A&P US à un prix de 27,25 \$ pour un total de 40,9 millions \$, au cours du premier trimestre de 2008, suite à l'exercice de l'option d'achat d'actions qui avait été octroyée à la Société par A&P US.

**DIVIDENDES**

Le 6 août 2008, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,125 \$ par action à l'égard des actions subalternes catégorie A et des actions catégorie B, payable le 3 septembre 2008, soit une hausse de 8,7 % par rapport au dividende déclaré au même trimestre de l'année précédente. Sur une base annualisée, ce dividende représente plus de 20 % du bénéfice net de 2007.

**OPÉRATIONS BOURSIÈRES**

La valeur de l'action de METRO INC. s'est maintenue dans une fourchette de 21,00 \$ à 35,85 \$ au cours des trois premiers trimestres de 2008. Durant cette période, le nombre d'actions négociées à la Bourse de Toronto s'est élevé à 65,1 millions d'actions. Le cours de clôture du vendredi 25 juillet 2008 était de 26,78 \$, comparativement à 35,00 \$ à la fin de l'exercice 2007.

## **Nouvelles conventions comptables**

### **ADOPTÉES EN 2008**

#### **Capital et instruments financiers**

Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons adopté trois nouveaux chapitres publiés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) :

Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit les normes relatives à l'information à fournir sur le capital d'une entité et la façon dont il est géré. Selon ces nouvelles normes, une entité doit fournir les informations suivantes :

- ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital;
- des données quantitatives sommaires sur les éléments inclus dans la gestion du capital;
- le fait qu'elle s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise;
- si elle ne s'est pas conformée à ces exigences, les conséquences d'une telle inapplication.

Le chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir » modifie les obligations d'informations à fournir relativement aux instruments financiers qui étaient auparavant incluses dans le chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Selon ce nouveau chapitre, une entité doit fournir dans ses états financiers des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer :

- l'importance des instruments financiers sur sa situation financière et sa performance financière;
- la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels elle s'est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont elle gère ces risques.

Le chapitre 3863 « Instruments financiers – présentation » reprend telles quelles les directives de présentation de l'ancien chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ».

L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

### **RÉCEMMENT PUBLIÉES**

#### **Stocks**

En mars 2007, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3031 « Stocks », qui remplacera le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre indique que les stocks devront être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Il fournit des lignes directrices sur la détermination du coût, permet l'utilisation de la méthode du prix de détail, interdit désormais l'utilisation de la méthode dernier entré, premier sorti (DEPS) et exige la reprise d'une dépréciation antérieure lorsque la valeur des stocks augmente. Des informations plus détaillées relativement aux stocks et au coût des marchandises vendues seront également fournies.

La nouvelle norme s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008. Nous ne prévoyons pas que l'application de ce nouveau chapitre, au cours du premier trimestre de notre prochain exercice, aura un impact significatif sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

#### **Écarts d'acquisition et actifs incorporels**

En février 2008, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » qui remplacera le chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450 « Frais de recherche et de développement ».

Le nouveau chapitre 3064 confirme qu'au moment de leur constatation initiale, les actifs incorporels doivent être comptabilisés à titre d'actifs seulement s'ils répondent à la définition d'un actif incorporel et aux critères de comptabilisation d'un actif. De plus, le chapitre 3064 fournit des indications supplémentaires relativement à la comptabilisation des actifs incorporels développés à l'interne (incluant les frais de recherche et de développement).

En ce qui a trait à l'évaluation ultérieure des actifs incorporels, les écarts d'acquisition et les informations à fournir, le chapitre 3064 reprend l'essentiel des recommandations de l'ancien chapitre 3062.

Le nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008. Nous évaluons actuellement l'incidence de ces nouvelles normes sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

### **Normes internationales d'information financière**

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables a confirmé la date de changement des PCGR aux Normes internationales d'information financière (également connues sous le nom IFRS). Ainsi, les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Nous élaborons actuellement notre plan de conversion aux IFRS et évaluons l'incidence de ces nouvelles normes sur nos états financiers consolidés.

### **Communiqué de presse**

Le communiqué de presse porte sur la situation financière et les résultats consolidés de METRO INC. en date du 5 juillet 2008. Ce communiqué de presse doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes afférentes inclus dans le présent communiqué de presse ainsi qu'avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 29 septembre 2007, les notes et le rapport de gestion afférents présentés dans le rapport annuel 2007 de la Société. Le communiqué de presse tient compte des informations en date du 25 juillet 2008 à moins d'indication contraire.

### **Déclarations prospectives**

Toute déclaration contenue dans le présent communiqué de presse qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent communiqué, les verbes « croire », « prévoir », « estimer », « envisager » et d'autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de METRO INC. et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, le rendement ou les résultats réels de METRO INC. soient sensiblement différents du rendement ou des résultats futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Une description des risques identifiés par METRO INC. apparaît à la rubrique Gestion des risques du rapport annuel de 2007. Les déclarations prospectives énoncées dans le présent communiqué de presse font référence à un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités et la situation financière de METRO INC. L'une de ces hypothèses est que les tendances actuelles à l'égard de ces facteurs se maintiendront dans le futur. Ces hypothèses sont raisonnables et pertinentes à la date de publication du présent communiqué et représentent les attentes de METRO INC. à cette date. METRO INC. n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans les présentes, sauf si cela est requis par la loi.

### **Mesures non conformes aux PCGR**

En plus de fournir des mesures du bénéfice selon les PCGR, nous avons inclus certaines mesures du bénéfice non conformes aux PCGR. Ces mesures sont présentées à titre d'information relative, elles n'ont pas de sens normalisé par les PCGR et elles ne peuvent pas être comparées à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

**Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)**

Le BAIIA est une mesure du bénéfice excluant la charge d'intérêts, les impôts et l'amortissement. Nous sommes d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des liquidités à partir de ses activités et d'acquitter ses charges financières.

**BAIIA ajusté, bénéfice net ajusté et bénéfice net dilué par action ajusté**

Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net dilué par action ajusté sont des mesures du bénéfice excluant les éléments non récurrents. Nous sommes d'avis que les lecteurs d'états financiers seront mieux informés des résultats de la période courante et correspondante en présentant les résultats sans les éléments non récurrents. Ainsi, les lecteurs d'états financiers seront en mesure de mieux évaluer la performance de la Société et de juger de ses perspectives d'avenir.

**Communiqué de presse sur la conversion des bannières de supermarchés en Ontario**

Un communiqué de presse portant sur le changement de bannière en Ontario a été émis en même temps que le présent communiqué.

**Conférence téléphonique**

Les analystes financiers et les investisseurs sont invités à participer à la conférence téléphonique portant sur les résultats du troisième trimestre de l'exercice 2008 qui aura lieu **jeudi le 7 août 2008 à 10 h 00** (heure de l'est). Le numéro de téléphone à composer est le (416) 644-3414 ou (514) 807-8791. Les représentants des médias et les autres personnes intéressées sont invités à écouter la téléconférence en direct ou en différé sur le site de METRO INC. à l'adresse Internet [www.metro.ca](http://www.metro.ca).

**SOURCE :** METRO INC.

**RENSEIGNEMENTS :** Richard Dufresne  
Vice-président principal  
et chef de la direction financière  
Tél. : (514) 643-1003

**SERVICE DES RELATIONS  
AVEC LES INVESTISSEURS :** Tél. : (514) 643-1055  
Courriel : [finance@metro.ca](mailto:finance@metro.ca)

Les renseignements sur la Société et les communiqués de presse de METRO INC. sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : [www.metro.ca](http://www.metro.ca)

(1) Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

## États consolidés des résultats

Périodes terminées le 5 juillet 2008 et le 7 juillet 2007  
(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)

	16 semaines Exercices financiers		40 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>3 370,0 \$</b>	3 341,0 \$	<b>8 249,2 \$</b>	8 212,2 \$
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation	<b>3 164,7</b>	3 143,6	<b>7 782,5</b>	7 722,9
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	<b>(1,7)</b>	(3,9)	<b>(12,6)</b>	(17,7)
Charges d'intégration et de rationalisation (note 3)	—	5,4	—	16,4
<b>Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement</b>	<b>207,0</b>	195,9	<b>479,3</b>	490,6
Amortissement	<b>55,2</b>	51,1	<b>134,9</b>	126,0
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>151,8</b>	144,8	<b>344,4</b>	364,6
Intérêts, nets				
À court terme	—	(0,7)	<b>0,1</b>	(2,0)
À long terme	<b>17,5</b>	19,9	<b>45,9</b>	49,6
	<b>17,5</b>	19,2	<b>46,0</b>	47,6
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>134,3</b>	125,6	<b>298,4</b>	317,0
Impôts sur les bénéfices (note 5)	<b>41,7</b>	39,2	<b>79,9</b>	99,1
<b>Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle</b>	<b>92,6</b>	86,4	<b>218,5</b>	217,9
Part des actionnaires sans contrôle	—	(2,9)	<b>(1,9)</b>	(1,1)
<b>Bénéfice net</b>	<b>92,6 \$</b>	89,3 \$	<b>220,4 \$</b>	219,0 \$
<b>Bénéfice par action (note 6)</b>				
De base	<b>0,82 \$</b>	0,77 \$	<b>1,95 \$</b>	1,90 \$
Dilué	<b>0,82 \$</b>	0,77 \$	<b>1,94 \$</b>	1,88 \$

Voir les notes afférentes

## Bilans consolidés

(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Au 5 juillet 2008	Au 29 septembre 2007
<b>ACTIFS</b>		
<b>Actifs à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	124,7 \$	100,5 \$
Débiteurs	320,2	327,8
Stocks	578,9	588,2
Charges payées d'avance	22,5	12,1
Impôts futurs	19,1	26,1
	<b>1 065,4</b>	1 054,7
Placements et autres actifs	162,6	151,0
Immobilisations corporelles	1 182,2	1 202,8
Actifs incorporels	340,3	342,1
Écarts d'acquisition	1 491,0	1 490,1
Actifs au titre des prestations constituées	33,2	33,2
	<b>4 274,7 \$</b>	4 273,9 \$
<b>PASSIFS ET AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>		
<b>Passifs à court terme</b>		
Emprunts bancaires	0,6 \$	0,1 \$
Créditeurs	981,9	1 043,6
Impôts sur les bénéfices à payer	3,0	20,3
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme	3,9	5,1
	<b>989,4</b>	1 069,1
Dette à long terme	1 038,3	1 038,9
Passifs au titre des prestations constituées	55,8	54,9
Impôts futurs	126,4	139,0
Autres éléments de passif à long terme	27,5	33,7
Part des actionnaires sans contrôle	2,9	6,0
	<b>2 240,3</b>	2 341,6
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital-actions (note 7)	698,8	714,8
Surplus d'apport	3,9	2,0
Bénéfices non répartis	1 332,5	1 214,3
Cumul des autres éléments du résultat étendu (notes 2 et 8)	(0,8)	1,2
	<b>2 034,4</b>	1 932,3
	<b>4 274,7 \$</b>	4 273,9 \$
<i>Voir les notes afférentes</i>		

## États consolidés des flux de trésorerie

Périodes terminées le 5 juillet 2008 et le 7 juillet 2007  
(non vérifiés) (en millions de dollars)

	16 semaines Exercices financiers		40 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
<b>Activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net	<b>92,6 \$</b>	89,3 \$	<b>220,4 \$</b>	219,0 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Charges d'intégration et de rationalisation (note 3)	—	(1,7)	—	2,5
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	<b>(1,7)</b>	(3,9)	<b>(12,6)</b>	(17,7)
Amortissement	<b>55,2</b>	51,1	<b>134,9</b>	126,0
Amortissement des frais de financement reportés	<b>0,6</b>	0,6	<b>1,6</b>	1,6
(Gain) Perte sur cession et radiation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	<b>(0,4)</b>	2,5	<b>(1,6)</b>	2,8
Gain sur cession de placements	—	—	<b>(0,6)</b>	—
Impôts futurs	<b>3,4</b>	5,2	<b>(4,6)</b>	11,7
Charge relative à la rémunération à base d'actions	<b>1,2</b>	1,6	<b>2,7</b>	2,8
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages sociaux futurs et les charges de la période	<b>5,1</b>	(1,5)	<b>0,9</b>	(1,9)
Part des actionnaires sans contrôle	—	(2,9)	<b>(1,9)</b>	(1,1)
	<b>156,0</b>	140,3	<b>339,2</b>	345,7
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	<b>(21,6)</b>	12,2	<b>(74,5)</b>	(27,2)
	<b>134,4</b>	152,5	<b>264,7</b>	318,5
<b>Activités d'investissement</b>				
Variation nette de placements et autres actifs	<b>(7,0)</b>	2,7	<b>(6,0)</b>	1,6
Dividendes d'une société satellite publique	<b>0,7</b>	—	<b>2,2</b>	1,2
Acquisition d'immobilisations corporelles	<b>(35,3)</b>	(64,3)	<b>(99,2)</b>	(169,4)
Produit sur cession d'immobilisations corporelles	<b>9,4</b>	6,0	<b>15,8</b>	8,5
Acquisition d'actifs incorporels	<b>(7,4)</b>	(11,7)	<b>(28,7)</b>	(30,2)
	<b>(39,6)</b>	(67,3)	<b>(115,9)</b>	(188,3)
<b>Activités de financement</b>				
Variation nette des emprunts bancaires	<b>0,4</b>	0,1	<b>0,5</b>	0,2
Émission d'actions (note 7)	<b>1,7</b>	1,3	<b>3,6</b>	11,0
Rachat d'actions (note 7)	<b>(29,0)</b>	(0,5)	<b>(80,3)</b>	(0,5)
Acquisition d'actions autodétenues (note 7)	—	(0,7)	<b>(0,9)</b>	(3,2)
Augmentation de la dette à long terme	<b>0,5</b>	1,0	<b>1,6</b>	2,8
Remboursement de la dette à long terme	<b>(1,7)</b>	(3,4)	<b>(4,7)</b>	(8,2)
Variation nette des autres éléments de passif à long terme	<b>7,5</b>	(4,4)	<b>(1,8)</b>	(12,2)
Dividendes versés	<b>(14,1)</b>	(13,3)	<b>(41,4)</b>	(38,6)
Retrait des actionnaires sans contrôle	<b>(1,2)</b>	(0,2)	<b>(1,2)</b>	(0,2)
	<b>(35,9)</b>	(20,1)	<b>(124,6)</b>	(48,9)
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>58,9</b>	65,1	<b>24,2</b>	81,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<b>65,8</b>	181,9	<b>100,5</b>	165,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	<b>124,7 \$</b>	247,0 \$	<b>124,7 \$</b>	247,0 \$
<b>Information supplémentaire</b>				
Intérêt payé	<b>22,0 \$</b>	27,1 \$	<b>50,0 \$</b>	57,6 \$
Impôts sur les bénéfices payés	<b>38,8 \$</b>	31,7 \$	<b>101,8 \$</b>	103,1 \$

Voir les notes afférentes

## États consolidés des bénéfices non répartis

Périodes de 40 semaines terminées le 5 juillet 2008 et le 7 juillet 2007  
(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Exercices financiers	
	2008	2007
<b>Solde au début de la période</b>	<b>1 214,3 \$</b>	1 013,2 \$
Bénéfice net	<b>220,4</b>	219,0
Dividendes	<b>(41,4)</b>	(38,6)
Primes sur rachat d'actions	<b>(60,8)</b>	(0,4)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>1 332,5 \$</b>	1 193,2 \$
<i>Voir les notes afférentes</i>		

## États consolidés du résultat étendu

Périodes terminées le 5 juillet 2008 et le 7 juillet 2007  
(non vérifiés) (en millions de dollars) (notes 2 et 8)

	16 semaines Exercices financiers		40 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
<b>Bénéfice net</b>	<b>92,6 \$</b>	89,3 \$	<b>220,4 \$</b>	219,0 \$
<b>Autres éléments du résultat étendu</b>				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	<b>0,6</b>	3,1	<b>(3,0)</b>	3,0
Impôt correspondant	<b>(0,2)</b>	(1,0)	<b>1,0</b>	(1,0)
<b>Résultat étendu</b>	<b>93,0 \$</b>	91,4 \$	<b>218,4 \$</b>	221,0 \$
<i>Voir les notes afférentes</i>				

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Périodes terminées le 5 juillet 2008 et le 7 juillet 2007

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf les données par action)

### 1. Mode de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés en suivant les mêmes conventions et méthodes comptables employées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de l'exercice terminé le 29 septembre 2007, à l'exception des nouvelles conventions comptables décrites à la note 2. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés devraient être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes afférentes inclus dans le rapport annuel 2007 de la Société. Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentées ne reflètent pas nécessairement les résultats qui seront réalisés pour l'exercice entier. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

### 2. Nouvelles conventions comptables

#### ADOPTÉES EN 2008

##### Capital et instruments financiers

Au cours du premier trimestre de 2008, la Société a adopté trois nouveaux chapitres publiés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) :

Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit les normes relatives à l'information à fournir sur le capital d'une entité et la façon dont il est géré. Selon ces nouvelles normes, une entité doit fournir les informations suivantes :

- ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital;
- des données quantitatives sommaires sur les éléments inclus dans la gestion du capital;
- le fait qu'elle s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise;
- si elle ne s'est pas conformée à ces exigences, les conséquences d'une telle inapplication.

Le chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir » modifie les obligations d'informations à fournir relativement aux instruments financiers qui étaient auparavant incluses dans le chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Selon ce nouveau chapitre, une entité doit fournir dans ses états financiers des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer :

- l'importance des instruments financiers sur sa situation financière et sa performance financière;
- la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels elle s'est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont elle gère ces risques.

Le chapitre 3863 « Instruments financiers – présentation » reprend telles quelles les directives de présentation de l'ancien chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ».

L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

#### ADOPTÉES EN 2007

##### Résultat étendu, instruments financiers et couvertures

Au cours du premier trimestre de 2007, la Société a adopté les recommandations des nouvelles normes comptables suivantes, publiées par l'ICCA :

Le chapitre 1530 « Résultat étendu » introduit un nouvel état financier correspondant à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires.

Le chapitre 3855 « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des instruments financiers, soit les actifs et les passifs financiers ainsi que les dérivés.

## 2. Nouvelles conventions comptables (suite)

Cette nouvelle norme définit la comptabilisation des instruments financiers selon leur classification. Les variations entre les évaluations subséquentes sont enregistrées au résultat net ou au résultat étendu selon la classification des instruments financiers.

La Société a effectué le classement suivant :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans les « Actifs détenus à des fins de transaction ». Ils sont évalués à la juste valeur et les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat net.
- Les débiteurs et les prêts à certains clients sont classés dans les « Prêts et créances ». Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.
- Les placements dans des sociétés sont classés dans les « Actifs financiers disponibles à la vente ». Ils sont évalués à la juste valeur et les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat étendu.
- Les emprunts bancaires, les créditeurs, les facilités de crédit, les billets, les emprunts et les obligations découlant de contrats de location-acquisition sont classés dans les « Autres passifs financiers ». Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

Le chapitre 3865 « Couvertures », dont l'application est facultative, précise la manière d'appliquer la comptabilité de couverture. La Société a choisi d'appliquer, conformément à sa stratégie de gestion de risques, la comptabilité de couverture pour ses contrats d'échange de taux d'intérêt à titre de couverture de flux de trésorerie. Ces dérivés sont évalués à la juste valeur et les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat étendu, dans la mesure où la couverture est jugée efficace.

L'application de ces nouvelles normes doit être faite sans retraitement des états financiers des périodes antérieures. Lors de l'application initiale, tout ajustement de la valeur comptable antérieure des actifs et passifs financiers existants doit être comptabilisé comme un redressement au solde d'ouverture des bénéfices non répartis ou du cumul des autres éléments du résultat étendu, en fonction du classement de ces actifs et passifs financiers. La Société a comptabilisé un redressement de 0,4 \$ au solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu relativement aux contrats d'échange de taux d'intérêt désignés comme couverture de flux de trésorerie. Aucun redressement n'a été comptabilisé au solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

### RÉCEMMENT PUBLIÉES

#### Stocks

En mars 2007, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3031 « Stocks », qui remplacera le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre indique que les stocks devront être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Il fournit des lignes directrices sur la détermination du coût, permet l'utilisation de la méthode du prix de détail, interdit désormais l'utilisation de la méthode dernier entré, premier sorti (DEPS) et exige la reprise d'une dépréciation antérieure lorsque la valeur des stocks augmente. Des informations plus détaillées relativement aux stocks et au coût des marchandises vendues seront également fournies. La nouvelle norme s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008. La Société ne prévoit pas que l'application de ce nouveau chapitre, au cours du premier trimestre de son prochain exercice, aura un impact significatif sur ses résultats, sa situation financière et ses flux de trésorerie.

#### Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » qui remplacera le chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450 « Frais de recherche et de développement ».

Le nouveau chapitre 3064 confirme qu'au moment de leur constatation initiale, les actifs incorporels doivent être comptabilisés à titre d'actifs seulement s'ils répondent à la définition d'un actif incorporel et aux critères de comptabilisation d'un actif. De plus, le chapitre 3064 fournit des indications supplémentaires relativement à la comptabilisation des actifs incorporels développés à l'interne (incluant les frais de recherche et de développement).

## 2. Nouvelles conventions comptables (suite)

En ce qui a trait à l'évaluation ultérieure des actifs incorporels, les écarts d'acquisition et les informations à fournir, le chapitre 3064 reprend l'essentiel des recommandations de l'ancien chapitre 3062.

Le nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008. La Société évalue actuellement l'incidence de ces nouvelles normes sur ses résultats, sa situation financière et ses flux de trésorerie.

### Normes internationales d'information financière

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables a confirmé la date de changement des PCGR aux Normes internationales d'information financière (également connues sous le nom IFRS). Ainsi, les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société élabore actuellement son plan de conversion aux IFRS et évalue l'incidence de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

## 3. Charges d'intégration et de rationalisation

Au cours de l'exercice 2007, la Société a complété la réalisation de son plan d'intégration et de rationalisation de ses activités suite à l'acquisition de A&P Canada. Ce plan était construit sur trois principaux axes, soit le réseau de magasins, l'intégration des opérations ainsi que l'implantation des systèmes informatiques chez A&P Canada.

Au cours de la période terminée le 7 juillet 2007, ce plan d'intégration et de rationalisation avait entraîné des coûts qui se résumaient comme suit :

### Selon la nature des projets

	Exercice financier 2007	
	16 semaines	40 semaines
Magasins	— \$	2,2 \$
Intégration d'opérations	0,5	5,0
Implantation de systèmes informatiques	4,9	9,2
	5,4 \$	16,4 \$

### Selon la nature des charges

	Exercice financier 2007	
	16 semaines	40 semaines
Primes de rétention, prestations de cessation d'emploi et autres	0,1 \$	4,3 \$
Formation et implantation informatique	4,9	9,2
Loyers vacants	—	2,3
	5,0 \$	15,8 \$
Radiation d'actifs	0,4	0,6
	5,4 \$	16,4 \$

#### 4. Avantages sociaux futurs

La Société offre plusieurs régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui offrent à la plupart de ses participants le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi. La charge de la Société au titre de ses régimes à cotisations et à prestations déterminées se présentait comme suit :

	16 semaines Exercices financiers				40 semaines Exercices financiers			
	2008		2007		2008		2007	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
<b>Régimes à cotisations déterminées</b>	<b>7,9 \$</b>	<b>0,2 \$</b>	8,4 \$	0,1 \$	<b>19,9 \$</b>	<b>0,4 \$</b>	20,0 \$	0,2 \$
<b>Régimes à prestations déterminées</b>								
Coût des services rendus au cours de la période	<b>7,9</b>	<b>0,4</b>	7,4	0,4	<b>18,4</b>	<b>1,1</b>	18,8	0,9
Intérêts débiteurs	<b>9,4</b>	<b>0,6</b>	8,5	0,4	<b>23,5</b>	<b>1,5</b>	21,1	1,0
Rendement prévu des actifs des régimes	<b>(13,1)</b>	—	(11,6)	—	<b>(32,6)</b>	—	(29,2)	—
Amortissement des pertes actuarielles et du coût des services passés	<b>0,8</b>	—	0,7	—	<b>1,5</b>	—	1,3	—
	<b>5,0</b>	<b>1,0</b>	5,0	0,8	<b>10,8</b>	<b>2,6</b>	12,0	1,9
	<b>12,9 \$</b>	<b>1,2 \$</b>	13,4 \$	0,9 \$	<b>30,7 \$</b>	<b>3,0 \$</b>	32,0 \$	2,1 \$

## 5. Impôts sur les bénéfices

Les taux réels d'impôts sur les bénéfices s'établissaient comme suit :

	16 semaines Exercices financiers		40 semaines Exercices financiers	
	2008 %	2007 %	2008 %	2007 %
Taux combiné prévu par la loi	<b>31,1</b>	32,8	<b>31,2</b>	32,4
Variations				
Effet de la baisse de 3,5 % du taux fédéral, étalée jusqu'en 2012, sur les impôts futurs (11,4 \$ en 2008)	—	(1,5)	<b>(3,8)</b>	(0,6)
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	<b>(0,2)</b>	(0,5)	<b>(0,7)</b>	(0,8)
Autres	<b>0,1</b>	0,4	<b>0,1</b>	0,3
	<b>31,0</b>	31,2	<b>26,8</b>	31,3

## 6. Bénéfice par action

Le bénéfice net par action de base et le bénéfice net dilué par action ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

<i>(en millions)</i>	16 semaines Exercices financiers		40 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation — De base	<b>112,3</b>	115,3	<b>113,0</b>	115,1
Effet de dilution en vertu du régime d'options d'achat d'actions et des unités d'actions au rendement	<b>0,6</b>	1,5	<b>0,8</b>	1,6
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation — Dilué	<b>112,9</b>	116,8	<b>113,8</b>	116,7

## 7. Capital-actions

### En circulation

	Actions subalternes catégorie A		Actions catégorie B		Total
	Nombre (en milliers)		Nombre (en milliers)		
Solde au 29 septembre 2007	113 683	713,2 \$	804	1,6 \$	714,8 \$
Émission d'actions	281	3,6	—	—	3,6
Transfert du surplus d'apport – exercice d'options	—	0,1	—	—	0,1
Rachat d'actions en espèces, excluant une prime de 60,8 \$	(3 102)	(19,5)	—	—	(19,5)
Conversion d'actions	54	0,1	(54)	(0,1)	—
Acquisition d'actions autodétenues	(40)	(0,2)	—	—	(0,2)
Solde au 5 juillet 2008	110 876	697,3 \$	750	1,5 \$	698,8 \$

La Société s'est prévaluée, le 29 novembre 2007, de l'option d'achat d'actions qui lui avait été octroyée par The Great Atlantic & Pacific Tea Company (A&P US) en achetant 1,5 million de ses actions subalternes catégorie A mises en vente par A&P US pour une considération totale de 40,9 \$. Les actions achetées ont été annulées et comptées dans le cadre du programme de rachat d'actions de la Société.

### Régime d'options d'achat d'actions

Au 5 juillet 2008, 3 786 890 options d'achat d'actions étaient en circulation à des prix de levée variant de 15,50 \$ à 39,17 \$, échéant jusqu'en 2015, dont 2 604 270 options d'achat d'actions pouvaient être exercées à un prix d'exercice moyen pondéré de 21,41 \$.

Les attributions d'options d'achat d'actions se résumaient comme suit :

	16 semaines Exercices financiers		40 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
Options d'achat d'actions attribuées au cours de la période	<b>377 200</b>	131 100	<b>431 000</b>	135 600
Prix d'exercice moyen pondéré	<b>24,73 \$</b>	37,81 \$	<b>25,15 \$</b>	37,74 \$
Juste valeur moyenne pondérée	<b>5,83 \$</b>	10,46 \$	<b>6,04 \$</b>	10,48 \$

Au cours de la période de 40 semaines de l'exercice 2008, la juste valeur moyenne pondérée des options d'achat d'actions attribuées au cours de la période a été déterminée selon le modèle Black & Scholes à la date d'attribution selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes : taux d'intérêt sans risque de 3,3 % (4,2 % en 2007), durée prévue de six ans (six ans en 2007), volatilité prévue de 22,4 % (25,2 % en 2007), taux de dividende prévu de 1,4 % (1,5 % en 2007).

La charge de rémunération de toutes ces options s'est élevée à 0,7 \$ pour le troisième trimestre de 2008 (1,0 \$ en 2007) et à 1,4 \$ pour les 40 semaines de 2008 (1,7 \$ en 2007).

## 7. Capital-actions (suite)

### Régime d'unités d'actions au rendement

Au 5 juillet 2008, 209 880 unités d'actions au rendement (UAR) étaient en circulation. Au cours des 40 semaines de 2008, 114 091 UAR ont été attribuées (81 211 en 2007) et 28 030 UAR ont été annulées (aucune en 2007). Pour le troisième trimestre, les octrois se sont élevés à 5 650 UAR (1 377 en 2007) et les annulations à 21 118 UAR (aucune en 2007).

À la fin du troisième trimestre, 194 000 actions étaient détenues par un fiduciaire à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés aux UAR soient acquis ou qu'elles soient annulées (154 000 en 2007). Au cours de ce trimestre, aucune action n'a été acquise (18 500 en 2007).

Une charge de rémunération de 1,3 \$ a été comptabilisée au cours de la période de 40 semaines de 2008 (1,1 \$ en 2007) relativement au régime d'UAR, dont 0,5 \$ au troisième trimestre (0,6 \$ en 2007).

## 8. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie constituent la seule composante du cumul des autres éléments du résultat étendu. Les variations survenues au cours de la période de 40 semaines se détaillaient comme suit :

	Exercices financiers	
	2008	2007
Solde au début de la période (net d'impôts de 0,6 \$ en 2008, 0,2 \$ en 2007)	1,2 \$	0,4 \$
Variation de la juste valeur survenue au cours de la période (nette d'impôts de (1,0) \$ en 2008, 1,0 \$ en 2007)	(2,0)	2,0
Solde à la fin de la période	(0,8) \$	2,4 \$

## 9. Éventualité

La Société a reçu, en janvier 2007, une procédure concernant un recours intenté par des bénéficiaires d'un régime de retraite multiemployeurs. Ils réclament notamment des dommages de 1 milliard \$ pour des motifs de mauvaise gestion des actifs du régime, contre les fiduciaires et les employeurs. La Société était l'un des 443 employeurs visés par ce recours et n'a pas participé à la gestion de ce régime. Le 4 avril 2008, la cour, avec le consentement des parties impliquées, a rendu une ordonnance aux termes de laquelle elle rejetait le recours intenté contre les employeurs dont la Société. Les fiduciaires ont été avisés à l'effet que les bénéficiaires ayant intenté le recours désireraient se désister de la procédure contre les fiduciaires et ainsi mettre fin au litige.

## 10. Opération entre apparentés

Au cours du troisième trimestre, la Société a acquis, à la valeur d'échange, un supermarché d'alimentation dans lequel un membre du conseil d'administration, Mme Maryse Labonté, détenait un intérêt. Suite à cette transaction, Mme Labonté a démissionné le 2 juin 2008.

## 11. Gestion du capital

La Société tend à maintenir un niveau de capital qui lui permet de rencontrer plusieurs objectifs, entre autres :

- Viser un faible pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (ratio dette à long terme/capital total);
- Conserver une cote de crédit suffisante pour l'obtention de la qualification « Catégorie d'investissement » pour ses billets à terme;
- Accorder aux actionnaires une croissance soutenue de la valeur des actions en leur offrant un rendement de l'avoir des actionnaires supérieur à 15 %, en augmentant le bénéfice net dilué par action et en versant un dividende annuel total représentant environ 20 % du bénéfice net avant les éléments extraordinaires de l'exercice précédent.

Dans sa structure du capital, la Société considère ses régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions au rendement offerts à des employés clés et des dirigeants. De plus, le programme de rachat d'actions constitue l'un des outils que la Société utilise dans l'atteinte de ses objectifs.

La Société n'est soumise à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2008, la Société a réalisé les résultats suivants relativement à ses objectifs de gestion du capital :

- Un ratio dette à long terme/capital total de 33,8 % (35 % au 29 septembre 2007);
- Une cote de crédit BBB confirmée par S&P et DBRS au cours du premier trimestre de 2008 (même cote au cours de l'exercice 2007);
- Un rendement de l'avoir des actionnaires de 14,1 % au cours des 12 derniers mois (16,7 % pour les 12 mois précédents);
- Une diminution de 5,1 % du bénéfice net dilué par action pour les 12 derniers mois (augmentation de 29,3 % pour les 12 mois précédents);
- Sur une base annualisée, un dividende de 20,1 % du bénéfice net de l'exercice précédent (20,5 % en 2007).

Les objectifs de gestion du capital sont demeurés inchangés comparativement à l'exercice précédent. La baisse de rendement de l'avoir des actionnaires et du bénéfice net dilué par action des 12 derniers mois par rapport à ceux des 12 mois précédents s'explique principalement par une baisse du chiffre d'affaires de 1,9 % causée par un environnement concurrentiel plus intense et par la période de rodage de nouveaux systèmes informatiques et d'un nouvel entrepôt.

## 12. Instruments financiers

### Risque de taux d'intérêt

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que des emprunts qu'elle contracte à des taux d'intérêt variables.

Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a recours à des instruments financiers dérivés, plus précisément des contrats d'échange de taux d'intérêt, afin de fixer une partie de son coût d'emprunt et réduire son risque de taux d'intérêt. Ainsi, elle échange ses paiements d'intérêt à des taux variables sur sa facilité de crédit A par des paiements d'intérêt à des taux fixes. La Société a choisi de désigner ses contrats d'échange de taux d'intérêt à titre de couverture de flux de trésorerie. Les lignes directrices de la politique interdisent à la Société d'avoir recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

## 12. Instruments financiers (suite)

À la fin de chaque trimestre, la Société fournit au comité de vérification un rapport détaillé de tous ses instruments financiers dérivés ainsi que leurs justes valeurs respectives. Au 5 juillet 2008, le rapport présentait les informations suivantes :

	Taux fixe	Montant nominal	Échéance	Juste valeur	
				2008	2007
Contrat d'échange de taux d'intérêt	3,9480 %	50,0 \$	23 novembre 2008	(0,1) \$	0,7 \$
Contrat d'échange de taux d'intérêt	3,9820 %	50,0 \$	16 décembre 2009	(0,5) \$	1,2 \$
Contrat d'échange de taux d'intérêt	4,0425 %	50,0 \$	16 décembre 2010	(0,6) \$	1,7 \$

Une variation des taux d'intérêt aurait des impacts sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu de la Société. En se basant sur les variations des taux d'intérêt du dernier exercice, une variation de 0,5 % serait considérée raisonnablement possible. Les effets d'une telle variation auraient été les suivants :

	16 semaines Exercices financiers				40 semaines Exercices financiers			
	2008		2007		2008		2007	
	Augmen- tation de 0,5 %	Diminu- tion de 0,5 %	Augmen- tation de 0,5 %	Diminu- tion de 0,5 %	Augmen- tation de 0,5 %	Diminu- tion de 0,5 %	Augmen- tation de 0,5 %	Diminu- tion de 0,5 %
Effet sur le bénéfice net de la variation des taux d'intérêt sur les prêts et créances ainsi que sur les autres passifs à des taux variables	(0,2) \$	0,2 \$	(0,2) \$	0,2 \$	(0,7) \$	0,7 \$	(0,7) \$	0,7 \$
Effet sur les autres éléments du résultat étendu dû à la variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	0,7 \$	(0,7) \$	1,2 \$	(1,2) \$	0,7 \$	(0,7) \$	1,2 \$	(1,2) \$

### Risque de crédit

#### *Prêts et créances / cautionnements*

La Société vend des marchandises à des consommateurs et des commerçants situés au Canada. Elle accorde du crédit aux commerçants au moment de la vente de marchandises. De plus, elle consent à certains d'entre eux des prêts à long terme afin de les aider financièrement dans le cadre d'acquisitions d'entreprises ou elle se porte garante de prêts consentis par des institutions financières à ces mêmes commerçants. La Société s'expose ainsi au risque de crédit.

Afin de se prémunir contre ce risque, la Société effectue une évaluation continue du crédit de sa clientèle et elle s'est dotée d'une politique de crédit définissant les conditions de crédit à respecter et les garanties à obtenir. Aucun de ses clients ne représente plus de 10 % du total des prêts et créances.

La Société détient des garanties pour couvrir son risque de crédit. Elles prennent la forme de garanties sur des actifs de ses clients tels que des dépôts, des placements en actions de la Société et/ou des hypothèques de 2<sup>e</sup> rang sur les stocks, les biens meubles, les biens incorporels et les débiteurs.

Au cours des dernières années, la Société n'a connu aucune perte significative relativement au risque de crédit.

## 12. Instruments financiers (suite)

Au 5 juillet 2008, l'exposition maximale au risque de crédit pour les prêts et créances, sans tenir compte des garanties détenues, correspondait à leur valeur comptable. À cette même date, le montant maximum de la responsabilité éventuelle en vertu des cautionnements était de 8,1 \$ (23,7 \$ en 2007) et aucun passif n'avait été comptabilisé à cette date.

### *Dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie*

Pour ses instruments financiers dérivés, soit les contrats d'échange de taux d'intérêt, la Société s'expose également à un risque de crédit lorsque ces contrats entraînent des sommes à recevoir des institutions financières. Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société s'est engagée auprès de quelques grandes institutions financières afin de réduire son risque de crédit.

Au 5 juillet 2008, l'exposition maximale au risque de crédit pour les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie correspondait à leur valeur comptable.